

Pour faire enfin bouger la France

L'élection présidentielle constitue un temps fort, l'occasion privilégiée de réfléchir, de comparer et de choisir les formes modernes dont notre

PAR ALAIN MADELIN *

pays a besoin. C'est le premier grand rendez-vous électoral du nouveau siècle.

Le monde bouge, l'Europe avance, la société française est pleine d'énergie et de vitalité... et, pourtant, la politique française piétine. Cette élection présidentielle offre l'opportunité de faire bouger enfin la France.

Certes, beaucoup de Français, devant le vide ou la tiédeur des propositions qui leur sont faites, devant l'absence de crédibilité de ceux qui leur proposent, sont tentés par un vote de résignation, par un vote de protestation, voire par l'abstention.

Je reste malgré tout convaincu que le vote du 21 avril sera un vote sérieux et constructif. Car le premier tour est celui du vrai choix. Celui où l'on affirme sa préférence et où l'on fait peser ses idées pour dire ce que l'on veut vraiment.

En 1995, je me suis engagé au côté de Jacques Chirac, avec l'espoir d'un vrai changement. Sept ans plus tard, après cinq ans de cohabitation stérile et après tant de temps perdu, ce qui était hier déjà nécessaire est aujourd'hui plus que jamais indispensable.

Pour ma part, je suis resté fidèle à cet espoir d'un vrai changement. Voilà pourquoi j'entends plus que jamais porter le projet d'une nouvelle France qui vit avec son temps.

Ce projet, je l'ai traduit en propositions concrètes. Avec une méthode, des moyens et un calendrier de 200 jours pour engager les principales réformes qui vont faire bouger la France.

Il n'y a pas d'avenir pour notre pays hors d'une vraie vision de la société qui rende aux Français le goût de la liberté, le sens de l'initiative, l'appétit de la responsabilité et le sens de l'effort.

Dans le débat présidentiel, je suis le seul à porter les réformes fortes et les choix clairs dont la France a besoin. Le seul à m'inscrire franchement sans complexes dans le puissant courant réformateur européen qui construit aujourd'hui la nouvelle Europe. Dans les cinq ans qui viennent, nous pouvons construire ensemble cette nouvelle France autour de deux idées fortes : remettre de l'ordre dans l'Etat, mettre des libertés dans la société.

La nouvelle France, c'est celle de la croissance, du plein emploi et de la mobilité sociale. Pour faire tourner à plein régime le moteur de la croissance et de l'emploi, il faut mieux utiliser tous les talents et les énergies qui existent en France. La nouvelle France a besoin d'entrepreneurs motivés et d'entreprise prospères. Nos 2 400 000 entreprises

constituent 2 400 000 chances de créer richesses et emplois. Il nous faut miser sur l'entreprise et tout particulièrement sur les petites et moyennes entreprises, les entreprises familiales, les professions indépendantes et libérales, les commerçants, les artisans, les agriculteurs ; 15 millions de Français ont aujourd'hui envie de créer leur entreprise, de se mettre à leur compte. Et cet appétit d'entreprendre, de créer, d'innover, de réussir, par d'autres chemins que le seul salariat, touche la France entière. C'est le nouveau rêve Français. Un rêve de réussite et de mobilité sociale dans

une société souvent bloquée. La nouvelle France doit être le pays des nouveaux entrepreneurs.

C'est pour cela que je propose d'alléger le droit du travail et les réglementations, de libérer le travail, de supprimer le carcan des 35 heures obligatoires pour tous (la durée du travail doit être une référence conventionnelle et non plus légale) ; d'exonérer la transmission d'entreprise, de baisser la TVA sur les services à forte main-d'œuvre (comme l'hôtellerie et la restauration) ; d'engager un programme choc en faveur de la création d'entreprise avec comme objectif 2 millions de nouvelles entreprises en cinq ans.

Une nouvelle France qui récompense mieux le travail, le mérite et l'effort.

C'est pourquoi je propose une véritable refondation fiscale pour alléger, simplifier l'impôt sur le revenu, en y intégrant la CSG, ramener à 3 le nombre de tranches avec un taux maximal à 33%. Développer l'intéressement et la participation. Supprimer aussi l'essentiel de l'impôt sur les successions et remettre à plat la fiscalité de l'épargne.

N'attendons pas, comme d'autres le proposent, le retour de la croissance pour baisser les impôts. Baissons les impôts pour doper la croissance. En privatisant largement et en réduisant les dépenses publiques pour assurer une baisse durable des impôts.

Une nouvelle France qui assure une vraie solidarité en refusant l'assistanat généralisé et en encourageant l'activité. Il est nécessaire de simplifier, de clarifier notre système d'Etat providence devenu au fil des ans illisible et injuste au profit d'un revenu de solidarité de base, transformé chaque fois qu'on le peut en revenu d'acti-

La crise d'impuissance publique dans laquelle nous vivons est, pour une large part, une crise politique, celle d'un système de pouvoir et d'organisation usé et inadapté

tivité. En instituant aussi un revenu familial garanti permettant, par une allocation dégressive, de compléter la feuille de paie jusqu'à un certain seuil en cas de reprise d'activité.

La nouvelle France, c'est celle où deux Français sur trois seront propriétaires de leur logement.

Quand d'autres candidats proposent de multiplier les logements sociaux, je propose un autre choix de société : favoriser l'accession à la propriété en faisant bénéficier les Français, comme dans d'autres pays, de prêts immobiliers de longue durée (quarante ans) à faibles taux d'intérêt déductibles ; en réformant et en restructurant une part importante des logements sociaux pour en offrir l'accès à la propriété à ceux qui les ont déjà payés partiellement depuis longtemps par leurs loyers.

Une nouvelle France qui garantit nos retraites et notre système de santé. La nouvelle France a le devoir de préparer l'avenir et de relever le défi du vieillissement. Il n'est que temps d'agir en créant enfin des fonds de pension pour tous les Français, grâce à un mécanisme fiscal simple, comme je l'ai fait en 1994, lorsque j'étais ministre des Entreprises, pour les travailleurs indépendants. Sans attendre, il faut consolider notre système répartition en instituant un système de retraite point à la carte et en l'équilibrant par de larges privatisations.

La nouvelle France, c'est aussi la sauvegarde d'un système de santé de qualité en

désétatisant notre assurance-maladie pour donner une véritable autonomie à des caisses de gestion déléguées afin de mieux gérer notre système de santé, de revaloriser le travail de l'ensemble des professionnels de santé (infirmières, médecins...) et d'offrir le libre choix de leur caisse d'assurance-maladie aux Français.

« Nos 2 400 000 entreprises constituent 2 400 000 chances de créer richesses et emplois »

Une nouvelle France où l'on peut vivre en paix. La justice et la police doivent avoir les moyens de faire respecter la loi. Ce n'est pas le cas aujourd'hui. C'est pourquoi je propose un plan Orsec de 2 milliards d'euros par an pour notamment créer des établissements spécialisés pour les mineurs délinquants et construire de nouvelles prisons car, actuellement, 40% des peines prononcées ne sont pas exécutées faute de places. Mais, pour être vraiment respecté, un Etat doit être respectable. Il faut donner à la justice les moyens de sanctionner effectivement les scandales financiers, la corruption et les trafics d'influence.

Une nouvelle France avec un nouvel Etat, modernisé et efficace.

La crise d'impuissance publique dans laquelle nous vivons est pour une large part une crise politique, celle d'un système de pouvoir et d'organisation aujourd'hui usé et inadapté.

La nouvelle France doit reconstruire ses institutions dans le souci d'une meilleure séparation et d'un meilleur équilibre des pouvoirs. Il nous faudra recodifier nos lois et nos règlements pour dégager un droit plus simple, plus clair et plus juste. Les

missions de l'Etat doivent être réorganisées, en évaluant l'action publique, en intéressant et en faisant participer les fonctionnaires à cette réforme, tout en diminuant leur nombre à la faveur de l'accélération des départs à la retraite. Le droit de grève doit être réglementé afin d'assurer la continuité des services publics.

Une nouvelle France, forte de ses régions. Pour décoincer la France, accompagner le grand réveil des provinces françaises, reconstruire une démocratie de proximité, il faut donner vie à de vrais gouvernements régionaux. Une

réforme constitutionnelle s'impose adoptée par référendum pour transférer davantage de libertés, de compétences et de ressources aux régions.

Une nouvelle France où l'école redevienne le moteur de l'égalité des chances et de l'ascension sociale

A la formidable mutation de notre société doit corres-

pondre un changement profond de notre système éducatif. Pour donner leur chance à tous les enfants de France, il faut faire place à la diversité, libérer l'initiative

et l'énergie des enseignants en leur faisant confiance pour élaborer une meilleure école. C'est pourquoi les établissements scolaires qui le voudront pourront disposer d'un statut de pleine autonomie, les parents auront la liberté de choisir l'école de leurs enfants. Des chèques éducation artistique ou multisports seront créés et chaque enfant devra disposer d'un capital formation tout au long de sa vie.

Une nouvelle France forte d'une société civile vivante.

Je crois au rôle des familles, des communautés, des associations pour retrouver une société à taille humaine et pour permettre à chacun de s'épanouir. Au recul de l'Etat doit correspondre une avancée de la société civile capable de prendre en charge avec plus de cœur, de chaleur et d'efficacité nombre d'actions d'intérêt général. Capable aussi d'opposer les contre-pouvoirs nécessaires, ceux des citoyens, des consommateurs, des défenseurs de l'environnement.

Une nouvelle France qui s'affirme en Europe et dans le monde. La nouvelle France, c'est une France qui se porte au premier rang de la construction européenne et d'un nouvel ordre international, en affirmant clairement son appartenance au monde libre et démocratique et en mettant fin aux complaisances entretenues avec un certain nombre de dictatures.

C'est aussi une France que je veux inscrire dans le grand courant réformateur libéral européen, non pas pour bâtir un super-Etat demain, mais pour faire le choix politique d'une grande Europe ayant pour ambition d'être l'espace le plus le plus prospère et le plus heureux du monde.

Cette France-là n'est pas un rêve, elle se dessine dans les urnes dès le 21 avril. J'entends en être le garant pour construire une franche alternative au socialisme et faire peser le choix des vraies réformes.

* Président de Démocratie libérale. Candidat à l'élection présidentielle.